ROMS À TRIEL. Romyvelines veut un sursis à l'expulsion

Dans un communiqué, le collectif Romyvelines réagit à l'annonce par la sous-préfecture de Saint-Germain-en-Laye concernant l'évacuation des camps de Roms dans la plaine de Triel-sur-Seine. Évacuation programmée dans la semaine du 24 au 28 juillet. Il informe notamment qu'il a demandé au Sous-préfet de repousser la date de l'expulsion des bidonvilles suite à la noyade accidentelle le 9 juillet dernier, d'un jeune homme vivant dans le bidonville.

« Nous regrettons, déclare le collectif, que l'évacuation se fasse avant que l'entrée dans un logement de toutes les personnes éligibles ne soit effective (ce qui peut demander plusieurs mois) et qu'elles soient dans l'obligation d'accepter un hôtel, ce qui représente un coût exorbitant pour la société et un logis incompatible pour les familles avec des enfants. »



Le collectif Romyvelines a demandé au sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye de repousser la date d'évacuation des camps de Roms.

Selon lui, « au moins 70 personnes vont se retrouver, après deux ou trois nuits d'hôtel, dans la rue, sans compter les personnes expulsées des bidonvilles de Carrières-sous-Poissy ». Il regrette que les élus

des communes et du conseil départemental « ne se sentent pas concernés par ce drame qui s'annonce ».

Il conclut : « Nous rappelons si besoin en est qu'il s'agit d'êtres humains, d'enfants que l'on est en train de détruire. Essayons plutôt de construire ensemble des projets qui leur permettent, enfin, de réaliser leur souhait : s'intégrer tout en respectant nos différences à tous. »